

Juin 2014  
Numéro 3

# LA VOIX DU DPE EN AFRIQUE



## SOMMAIRE

MOT DE BIENVENUE DU REDACTEUR EN CHEF .....	3
SECTION « ACTUALITES » .....	4
<b>Évènements à venir et annonces</b> .....	4
Journée de l'Enfant Africain 2014 .....	4
Conférence internationale – 25 ans de la CIDE .....	4
Nomination du Dr. Kofi MARFO au poste de Directeur fondateur de l'Institut du développement humain de l'Université AGA KHAN (AKU) .....	4
L'ACEI inaugure le Centre pour la diplomatie éducative .....	5
<b>Comptes-rendus de conférence et événements passés</b> .....	5
Conférence Panafricaine sur la Parentalité 2013 .....	5
Conférence RECE (Reconceptualiser l'éducation de la petite enfance) .....	6
Association for Childhood Education International (ACEI) Sommet mondial pour l'enfance .....	6
Forum mondial sur l'éducation et la protection de la petite enfance 2014 .....	6
Le Pôle de Qualité Inter Pays (PQIP) ADEA sur le Développement de la Petite Enfance (DPE) - Maurice.....	7
<b>PROFIL DES INITIATIVES DE DPE</b> .....	8
I. L'Initiative « Big Push » et le Développement du modèle EPPE indigène (IECCE) .....	8
II. Étude des interventions pour la petite enfance au niveau mondial .....	9
III. Initiatives pour l'après-2015 .....	9
<b>SECTION « REVUES »</b> .....	12
Éducation, protection et développement de la petite enfance (DPE) en Afrique subsaharienne: Un aperçu de la littérature publiée.....	12
Une revue des revues : la recherche sur l'enfant et les enfances en ASS .....	12
Un inventaire de la recherche DPE en ASS.....	16
La recherche sur le DPE en ASS .....	18
Entretien avec le professeur Andrew DAWES.....	22

La Voix du DPE en Afrique est une publication du Groupe de travail sur le développement de la petite enfance (GTDPE) pour le compte de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA), présidée par le Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation en Afrique (BREDA). **Si vous souhaitez vous abonner à notre journal électronique**, merci d'envoyer un courriel à [wgecd@afdb.org](mailto:wgecd@afdb.org) en indiquant la version de votre choix, anglaise ou française.

**Pour de plus amples informations, veuillez contacter :**

Mme Rokhaya Fall DIAWARA  
Coordonnatrice, GTDPE  
Spécialiste des programmes DPE, UNESCO BREDA  
Courriel : [r.diawara@unesco.org](mailto:r.diawara@unesco.org)

Mme Raki BAL  
Responsable de la communication, GTDPE  
Assistante de programme, UNESCO BREDA  
Courriel : [r.bal@unesco.org](mailto:r.bal@unesco.org)

**Rédacteur en chef de ce numéro :** Alan PENCE, PhD  
Professeur, Université de Victoria  
Chaire de l'UNESCO en éducation, protection et développement de la petite enfance  
Courriel : [apence@uvic.ca](mailto:apence@uvic.ca)

Photo de couverture : Lynette JACKSON

## Mot de bienvenue du rédacteur en chef

Bienvenue à ce troisième numéro de *La Voix du DPE en Afrique*. Comme nous l'avons indiqué précédemment, ce journal spécialisé sur le DPE en Afrique subsaharienne est publié par le Groupe de travail sur le DPE pour l'Afrique (GTDPE) soutenu par l'ADEA et l'UNESCO-BREDA.

Les deux premiers numéros de *La Voix* traitaient principalement des ateliers d'experts visant à « renforcer les efforts de l'Afrique pour mieux répondre au bien-être de ses enfants et créer une base solide au service de la recherche dirigée par l'Afrique ». Le deuxième numéro présentait aussi les résultats des enquêtes en Afrique subsaharienne (ASS) sur les établissements d'enseignement postsecondaire en ce qui concerne la disponibilité de filières et programmes DPE ou développement de l'enfant. Ces deux premiers numéros ont posé ainsi une fondation utile pour l'une des focalisations principales de ce troisième numéro : le recueil et l'analyse de la littérature DPE en ASS.

La synthèse de ces travaux que nous proposons ici est basée sur un projet collaboratif entre le programme UVDPE de l'Université de VICTORIA et l'Institut pour le développement de l'éducation de l'université Aga Khan (AKU-IED) à Dar es Salaam. Ces deux institutions ont bénéficié de fonds accordés par L'Agence canadienne de développement international (ACDI) (qui fait partie aujourd'hui du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement du Canada (MAECD)) pour la réalisation d'un projet majeur de cartographie EPPE/DPE en Tanzanie et la création en parallèle d'un inventaire de la littérature accessible à l'international sur le domaine EPPE/DPE en Afrique subsaharienne. Les travaux à l'intérieur de la Tanzanie (dont un recueil de la littérature grise) étaient menés par AKU-IED (le Dr. Pauline REA-DICKENS, co-enquêtrice principale), et les travaux en ASS par UVic-UVDPE, bien que ces deux parties soient également impliquées dans chacune des composantes.

La visée essentielle du présent numéro de *La Voix du DPE* est l'élaboration d'une vue d'ensemble de la littérature ASS. Emily ASHTON, doctorante à la School of Child and Youth Care à l'Université de Victoria, a joué un rôle directeur pour ce numéro de la *Voix* ; en effet, c'est elle qui a récolté l'essentiel des données publiées sur l'ASS en collaborant avec le Dr. Alan PENCE (co-enquêteur principal, Université de Victoria) dans l'analyse et la présentation des résultats. L'un des ouvrages sur l'ASS dont il est particulièrement question dans la seconde partie de l'article a été rédigé par le Dr. Andy DAWES, professeur émérite à l'Université du Cap, avec la présentation d'une série de questions dans le cadre d'un entretien entre le prof. Dawes et Emily Ashton.

Comme précédemment dans les deux premiers numéros de *La Voix du DPE en Afrique*, la première section propose un bref survol des actualités. Dans le cas du présent numéro, les actualités ont été recueillies par Emily Ashton avec l'UVDPE et par l'équipe UNESCO-BREDA/GTDPE à Dakar.

Sincèrement,

Alan PENCE, PhD

Professeur à l'Université de Victoria

Directeur de l'Université virtuelle pour le développement de la petite enfance (UVDPE)

Chaire de l'UNESCO en éducation, protection et développement de la petite enfance



# Section « actualités »

## Évènements à venir et annonces

### Journée de l'Enfant Africain 2014

16 juin 2014

Le 16 juin 1976, les enfants de SOWETO ont initié une série de manifestations qui ont eu des conséquences importantes pour le régime de l'apartheid en Afrique du sud. Afin de commémorer le soulèvement de Soweto en 1976, l'Union africaine et ses partenaires célèbrent chaque année le 16 juin la Journée de l'enfant africain (JEA). L'objectif général des célébrations de la JEA en 2014, dont le thème est « Une éducation de qualité, gratuite, obligatoire et adaptée pour tous les enfants en Afrique » est d'attirer l'attention des gouvernements africains sur leurs responsabilités de garantir le droit à l'éducation des enfants, conformément à la *Charte Africaine des Droits et du Bien-être de l'Enfant*. Ce thème pour 2014 est d'autant plus significatif car le soulèvement de Soweto commémoré par la JEA trouve son origine dans l'exigence d'un système éducatif plus juste. La note conceptuelle sur la Journée de l'Enfant Africain édition 2014 est accessible à [www.acerwc.org/wp-content/uploads/2013/12/DAC-2014-Concept-Note.pdf](http://www.acerwc.org/wp-content/uploads/2013/12/DAC-2014-Concept-Note.pdf)

Source: Union africaine

### Conférence internationale – 25 ans de la CIDE

17-19 novembre, 2014 – Pays-Bas

La Convention internationale des Droits de l'Enfant (CIDE) est le plus ratifié de tous les traités des droits de l'homme. En marquant le 25<sup>e</sup> anniversaire de son adoption initiale par l'Assemblée générale le 20 novembre 1989, cette conférence est une occasion de faire l'inventaire des effets de la CIDE à ce jour et offre un espace de débat sur l'avenir des droits de l'enfant. La conférence compte réunir universitaires, professionnels et étudiants de tous horizons pour un programme de deux jours de partage des connaissances, d'échanges et de réflexion sur les impacts de la CIDE, tant passés que futurs. La conférence s'intègre à une semaine entière de célébrations de l'anniversaire organisées par l'Université de Leiden, la Ville de Leiden, UNICEF, et l'ONG Coalition néerlandaise pour les droits des enfants. L'on trouvera plus de renseignements sur le site Internet de la conférence à <http://law.leiden.edu/organisation/private-law/child-law/25yearsccrc>.

Source: Section du droit de l'enfant de l'Université de Leiden

### Nomination du Dr. Kofi MARFO au poste de Directeur fondateur de l'Institut du développement humain de l'Université AGA KHAN (AKU)

Le Dr. Kofi MARFO vient d'être nommé au poste de Directeur fondateur de l'Institut du développement humain de l'Université AGA KHAN (AKU). Le Dr. Marfo sera basé à Nairobi et assurera la coordination d'un programme de recherche dont le but est de produire des travaux de recherche avec un impact direct sur les politiques, programmes et pratiques pour améliorer le vécu quotidien de la population à tous les stades du développement humain. Le Dr. Marfo associera le Réseau Aga Khan de développement (AKDN) avec de nouveaux partenariats internationaux afin de générer de nouveaux savoirs, renforcer les capacités et déployer de nouvelles interventions dans le domaine du développement de la petite enfance. Le Dr. Marfo rejoint l'Université AGA KHAN après avoir été entre 2000 et 2007 directeur fondateur du Centre pour la recherche sur le développement et l'apprentissage des enfants à l'Université de Floride du Sud aux États-Unis. Le Dr. Marfo a également occupé le poste de co-responsable de la collection *African Scholars in Child/Early Development* [Chercheurs africains en

développement des enfants/de la petite enfance] et depuis longue date celui de professeur de l'Université virtuelle pour le développement de la petite enfance (UVDPE). Le Dr. Marfo a publié plus de 80 articles scientifiques et dirigé la publication de quatre livres. Ses diplômes (ME et PhD) ont été décernés par l'Université d'Alberta au Canada et l'Université de Cape Coast au Ghana (licence en sciences de l'éducation avec mention). Lire l'annonce dans son intégralité à :

<http://www.aku.edu/collegesschoolsandinstitutes/ihd/Pages/home.aspx>.

Sources : Université AGA KHAN, UVDPE

### **L'ACEI inaugure le Centre pour la diplomatie éducative**

L'Association for Childhood Education International (ACEI) vient d'inaugurer le Centre pour la diplomatie éducative, un lieu d'échange pour tous ceux qui sont intéressés par le concept de la diplomatie éducative. Selon l'ACEI, la diplomatie éducative « reconnaît la place centrale de l'éducation au cœur de la société et donc son rôle de vecteur essentiel de la promotion de la compréhension et de la coopération interculturelles et interdisciplinaires. » En tant qu'approche du partage des connaissances, de promotion des recherches, de renforcement des capacités et d'autoréflexion, la diplomatie éducative prône une communication et une collaboration respectueuses entre cultures et entre nations. Le partage des connaissances et des idées, s'il tient compte des complexités contextuelles et culturelles de la théorie et de la pratique, peut nous préparer de manière plus efficace à façonner de manière positive notre monde globalisé et interdépendant. Le nouveau site Internet se trouve ici :

[www.educationdiplomacy.org](http://www.educationdiplomacy.org).

Source : ACEI

## **Comptes-rendus de conférence et événements passés**

### **Conférence Panafricaine sur la Parentalité 2013**

16-17 octobre 2013, Malawi

Le réseau de la parentalité en Afrique (Parenting African Network - PAN), en association avec le réseau de jeunesse et de conseil YONECO (Youth Net and Counselling), a organisé récemment la 2<sup>e</sup> Conférence Panafricaine sur la Parentalité. Le thème de la conférence était « Comprendre les réalités des parents adolescents: un regard spécial sur les adolescents (filles et garçons) ayant des responsabilités parentales. » Des experts provenant d'organismes locaux ou internationaux, représentants gouvernementaux et autres partenaires clés se sont réunis pour partager les résultats issus de projets de recherche et pour collaborer sur des plans stratégiques pouvant renforcer les liens familiaux et le bien-être des enfants en Afrique. La conférence a eu lieu à Mangochi (Malawi) en présence de plus de 60 délégués de 10 pays africains. Le compte-rendu de la conférence présente un résumé de la présentation de chaque intervenant ainsi qu'une synthèse de la réunion dans son ensemble. Il inclut la *Déclaration et le Plan d'action de Mangochi* qui met en valeur les étapes collaboratives nécessaires pour focaliser l'attention sur les enjeux et combler les lacunes. La *Déclaration* souligne parmi d'autres points d'action importants le manque criant de travaux de recherche sur les programmes de parentalité et les interventions en Afrique subsaharienne. La conférence a fourni une occasion très attendue de partager les résultats des recherches et programmes actuels aptes à éclairer d'autres actions de promotion à l'avenir. L'intégralité du texte du compte-rendu est accessible à l'adresse suivante :

[http://www.crin.org/docs/pan\\_malawi\\_2013\\_panafrican\\_conference\\_on\\_parenting\\_report\\_and\\_mangochi\\_declaration0\\_1.pdf](http://www.crin.org/docs/pan_malawi_2013_panafrican_conference_on_parenting_report_and_mangochi_declaration0_1.pdf).

Source : Secrétariat PAN

## Conférence RECE (Reconceptualiser l'éducation de la petite enfance)

3-7 novembre 2013 - Kenya

La section des études sur la petite enfance de l'Université Kenyatta a récemment accueilli la 21e Conférence sur la Reconceptualisation de l'éducation de la petite enfance (RECE) du 3 au 7 novembre 2013. Cet événement a réuni plus de 100 participants de plus de 20 pays au Kenya, étant la première conférence RECE tenue en Afrique depuis la première de la série à Madison dans l'état du Wisconsin aux États-Unis il y a plus de 20 ans. Les conférences RECE sont un forum dont l'histoire sort de l'ordinaire, créé par une communauté restreinte d'universitaires actifs dans le domaine de l'éducation des jeunes enfants afin de promouvoir une diversité de perspectives dans la recherche sur le développement de l'enfant. Ce mouvement s'écarte du discours dominant selon lequel l'étude de l'enfant est une chasse gardée pour les chercheurs et universitaires euro-américains. Le thème de la conférence était le suivant : « La reconquête de l'enfant, de la famille et de la communauté indigènes : des pédagogies du lieu » et le programme intégral se trouve sur le site Internet RECE à [www.receinternational.org](http://www.receinternational.org). Parmi les domaines de recherche clés explorés lors de cette conférence : des cadres théoriques et méthodologies de recherche à caractère inclusif ; l'enfance en tant que construction contextuelle et culturelle ; l'importance de la culture et du langage dans les programmes d'éducation de la petite enfance ; l'apprentissage basé sur les pratiques de connaissance indigènes et le vécu quotidien des jeunes enfants ; les modèles de DPE à base communautaire fondés sur des pratiques locales de développement de l'enfant ; et les politiques et défis du DPE dans divers pays. Cet événement a également été l'occasion pour l'Université Kenyatta et le Ministère de l'éducation du Kenya de renforcer leur collaboration dans la recherche sur l'éducation de la petite enfance dans le pays.

Source : John NG'ASIKE, PhD, Président du comité d'accueil de la conférence

## Association for Childhood Education International (ACEI) Sommet mondial pour l'enfance

10-13 avril 2014 au Canada

L'Association for Childhood Education International (ACEI) a organisé récemment le Sommet mondial pour l'enfance à Vancouver, en Colombie britannique au Canada. Ce Sommet mondial est une plateforme de dialogue interdisciplinaire, interculturel et international sur l'expérience de l'enfance. Près de 500 participants de plus de 60 pays se sont réunis pour toute une série de présentations, d'activités et d'opportunités relationnelles. Les présentations ont abordé les droits de l'enfant, la santé et le bien-être de l'enfant, le renforcement des capacités en DPE, la définition d'objectifs à l'échelle mondiale, entre bien d'autres sujets. D'autres renseignements sur le programme de la conférence dans son intégralité sont disponibles à <http://acei.org/programs-events/summit.html>. Les interventions liminaires de Karen WELLS (Université de LONDRES), David ANTHONY (UNICEF) ou Jessica BALL (Université de Victoria) sont disponibles sur la chaîne YouTube d'ACEI à <https://www.youtube.com/user/ACEImedia>.

Source : ACEI

## Forum mondial sur l'éducation et la protection de la petite enfance 2014

6-9 mai 2014 - Porto Rico

Plus de 800 dirigeants, praticiens et chercheurs dans le domaine de la petite enfance sont venus de plus de 80 pays à San Juan à Porto Rico pour le 10<sup>e</sup> Forum mondial sur l'éducation et la protection de la petite enfance 2014. Le Forum est focalisé sur le vécu des enfants, leur famille et les prestataires du monde de la petite enfance de tous les horizons – ethniques, culturels politiques ou religieux – et de toutes les régions de la planète. Les délégués se sont penchés sur diverses pratiques et démarches de la protection ou de l'éducation des jeunes enfants. Selon le porte-parole Roger NEUGEBAUER, « Pour



que les enfants du monde aient des perspectives d'avenir prometteuses, les programmes de développement de la petite enfance doivent répondre à leurs besoins pour une croissance et un développement optimaux. » Les interventions de l'édition 2014 du Forum mondial ont traité de sujets tels que : créer des liens entre l'enfant et la nature ; le leadership dans la petite enfance ; l'implication de la famille ; l'éducation multiculturelle, l'éducation de l'enseignant ; le VIH / Sida et les jeunes enfants ; l'éducation de paix ; la préservation des cultures indigènes ; les enfants à besoins particuliers ; et bien d'autres. Le programme intégral de la conférence est disponible à :

[www.worldforumfoundation.org/get-involved/2014-world-forum](http://www.worldforumfoundation.org/get-involved/2014-world-forum).

Source : Forum mondial

### **Le Pôle de Qualité Inter Pays (PQIP) ADEA sur le Développement de la Petite Enfance (DPE) - Maurice**

21 mai 2014

La vision du PQIP-DPE – *Programme de coopération Sud-Sud / Nord-Sud sur la protection, l'éducation et le renforcement des capacités dans le domaine de la petite enfance en Afrique subsaharienne* – est de contribuer à la réalisation des Objectifs de l'Éducation Pour Tous et des Objectifs du Millénaire pour le Développement tout en renforçant la Convention des Droits de l'Enfant dans la région subsaharienne de l'Afrique. Maurice a su atteindre tous les objectifs EPT sauf en ce qui concerne l'alphabétisme.

Le 21 mai 2014 M. Ram Prakash Ramlugun, Secrétaire permanent du Ministère de l'éducation de Maurice, a rencontré Ann Thérèse Ndong-Jatta, Directrice d'UNESCO-BREDA et Présidente du GTDPE d'ADEA afin de discuter des progrès réalisés sur la création du PQIP de Maurice.

Le Secrétariat du PQIP est maintenant en place et c'est avec enthousiasme que le Ministre mauricien de l'éducation et des ressources humaines, président du Comité directeur, attend le lancement du PQIP, événement attendu dans un délai maximum de 3 mois.

Pour d'autres renseignements, veuillez contacter Mme Rokhaya Diawara, coordinatrice du GTDPE, par courrier électronique à : [r.diawara@unesco.org](mailto:r.diawara@unesco.org).

Source : UNESCO-BREDA

# Profil des initiatives de DPE

## I. L'Initiative « Big Push » et le Développement du modèle EPPE indigène (IECCE)

Le développement des capacités en développement de la petite enfance est un objectif essentiel de l'Institut international pour le renforcement des capacités en Afrique (IICBA) de l'UNESCO depuis sa création en 2007, et le lancement d'un programme de recherche dans 6 pays Africains : République du Congo, Burkina Faso, Éthiopie, Lesotho, Nigéria et Afrique du sud. L'année suivante un atelier de validation a été organisé, et dans ce cadre Maurice et Sénégal ont également été invités à participer au groupe de recherche sur le DPE. Les résultats de ces travaux ont révélé le caractère limité de la mise en œuvre des politiques DPE dans certains pays, un manque important à la fois à l'intérieur du pays et entre les pays de capacités pour les prestations DPE et un investissement limité des États dans le secteur du DPE, y compris dans la formation et l'encadrement des enseignants et ceux qui ont la charge des enfants. Compte tenu de ces résultats, l'IICBA a décidé d'organiser un atelier de conception de curriculum à Addis-Abeba (Éthiopie) en octobre 2011, faisant appel à des experts et responsables de politiques en DPE dans les pays africains choisis (Burkina Faso, Cameroun, Éthiopie, Ghana, Kenya, Lesotho, Maurice, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone et Ouganda), suivi d'un atelier de validation à Abuja (Nigéria) en avril 2012.

Ces efforts ont abouti à la définition d'un modèle d'EPPE Indigène (Indigenous Early Childhood Care and Education - IECCE). Le modèle IECCE se compose de 7 modules interconnectés : (1) le jeune enfant, (2) l'enfant à besoins supplémentaires, (3) la famille et la communauté, (4) les besoins et les droits de l'enfant, (5) le jeu et l'apprentissage, (6) le parent ou parent-substitut, et (7) l'évaluation et la recherche. Dans son ensemble, ce modèle de curriculum offre des outils, des compétences et des ressources aux personnes qui s'occupent d'enfants vulnérables ou des familles. Les enseignants, parents, parents-substituts, frères et sœurs plus âgés, grands-parents et aïeux de la communauté sont tous sources d'apports clés pour l'éducation et le bien-être de l'enfant. Les connaissances indigènes constituent la clé de voûte de ce modèle. Son but est d'accompagner l'apprentissage de l'enfant dans son contexte local dès la naissance et jusqu'à l'âge de 8 ans, encourageant une transition sans heurts entre le cadre DPE et l'éducation primaire, et au-delà, de manière à assurer que les valeurs et pratiques culturelles puissent former la fondation solide nécessaire pour que l'enfant contribue de manière positive à sa société.

L'étape suivante était de mettre en place des programmes pilotes pour les 7 modules. En 2013, trois pays (Burkina Faso, Kenya et Nigéria) ont indiqué à l'IICBA qu'ils étaient prêts et disponibles pour un programme pilote, mais que le financement était un obstacle. C'est à ce stade que le Bureau de l'UNESCO à Dakar a invité l'IICBA à collaborer pour accueillir une réunion de renforcement des capacités destinée à sensibiliser les états membres impliqués dans l'initiative « Big Push » d'accélération de l'EPT visant des progrès plus rapides vers l'objectif n° 1 de l'EPT : l'extension de l'EPPE pour inclure les enfants vulnérables et défavorisés. Cet atelier de renforcement des capacités a eu lieu à l'hôtel Splendid à Ouagadougou (Burkina Faso) du 9 au 13 décembre 2013. C'était un rassemblement de représentants de pays qui avaient identifié l'EPPE comme l'un des objectifs EPT qu'ils souhaitaient accélérer.

La mise en œuvre de l'initiative d'accélération « Big Push » appelle une action immédiate et l'existence des modules IECCE de l'EPPE offrait une occasion excellente d'aider des pays à prioriser les efforts d'accélération dans le domaine de l'EPPE, tout en adoptant des modèles appropriés sur les plans socioculturel et économique. Compte tenu du contexte spécifique de l'EPPE en Afrique et la nécessité d'accompagner les États membres dans leurs efforts pour renforcer la mise à disposition des services EPPE au niveau pays, le Bureau de l'UNESCO à Dakar a soutenu avec enthousiasme le programme pilote IECCE dans les pays de l'initiative « Big Push ». À cette fin, M. Adote-bah Adotevi et Mme Zulmira Rodrigues ont procédé à une mobilisation active de ressources. Le Bureau UNICEF en Ouganda, qui exploitait déjà certains éléments des



modules dans le cadre des formations dans ce pays, a également été d'une aide certaine dans cette mobilisation, assurant ainsi la réussite de la mission. L'atelier organisé en décembre a permis aux pays-pilotes de se familiariser avec les modules IECCE et a garanti l'obtention des résultats escomptés. En tout, 10 pays ont participé à l'atelier, dont cinq pays de la première phase de l'initiative « Big Push » : Sénégal, Swaziland, Zambie, Niger et Kenya, et trois de la seconde phase : Burkina Faso, Sao Tomé-et-Principe et Ouganda. Les autres pays, Nigéria et Ghana, y étaient représentés en tant qu'animateurs pour la planification des mises en œuvre nationales en 2014.

L'IICBA travaille actuellement sur la diffusion d'informations concernant le cadre du curriculum IECCE vers d'autres collègues au sein de l'UNESCO actifs dans le domaine DPE afin de les éclairer sur cette démarche et les projets pour l'avenir. Des travaux de planification sont actuellement en cours pour un Atelier de renforcement des capacités pour l'accélération de l'EPT en 2014, ce qui nécessitera la mobilisation de fonds et un partenariat étroit avec les États membres, qui devront tenir compte du renforcement des capacités en DPE dans leur budget ou pouvoir faire appel à des organismes donateurs. Parmi les partenaires techniques et financiers associés au projet IECCE l'on peut compter l'UNICEF, le Centre International pour l'Éducation des Filles et des Femmes en Afrique (CIEFFA), l'Open Society Initiative of Southern Africa (OSISA), Save the Children, Plan International, l'Équipe spéciale internationale sur les enseignants pour l'Éducation pour Tous, et le Groupe de travail de l'ADEA sur le DPE.

Source : IICBA

## II. Étude des interventions pour la petite enfance au niveau mondial

L'Open Society Foundations (OSF) et l'International Society on Early Intervention (ISEI) conduisent actuellement une étude rapide de l'état mondial des services d'intervention pour le DPE de 0 à 3 ans. Pour les besoins de cette enquête, les services d'intervention pour la petite enfance sont définis en tant que prestations et services systémiques destinés à la famille d'enfants en bas âge présentant des retards de développement, handicaps, comportements atypiques ou facteurs de risques tels qu'un poids réduit à la naissance, la malnutrition, la maladie, les mauvais traitements ou l'abandon moral. Ces organismes cherchent des informations auprès de répondants individuels possédant des connaissances sur les services d'intervention pour la petite enfance dans leur pays. L'objectif de cette étude est de cartographier à l'échelle mondiale l'état des politiques, réglementations, normes, recommandations, financements et prestations au niveau des pays individuels. Le document est disponible sur le site <http://depts.washington.edu/isei/EI-survey.html>.

Source : International Society on Early Intervention

## III. Initiatives pour l'après-2015

L'annonce du programme de développement pour l'après-2015, attendue pour le mois de septembre 2014, est pour bientôt. Ceci dit, il reste beaucoup de chemin à parcourir au cours des mois à venir pour promouvoir un cadre mondial apte à répondre aux besoins des jeunes enfants. Nous croyons que le DPE doit avoir une influence sur tous les objectifs et indicateurs, allant des soins de santé et l'éducation jusqu'aux approvisionnements durables en alimentation et au changement climatique. Nous offrons ci-dessous une synthèse des efforts de plaidoirie les plus importants ainsi que les sites Internet qui permettent de suivre la place accordée aux enfants et au DPE sur la scène mondiale.

## Le Monde que nous voulons

Organisation des nations unies

Le « Monde que nous voulons » est une plateforme interactive créée par les Nations unies et leurs partenaires afin de solliciter les avis des citoyens dans le cadre des efforts à l'échelle mondiale pour la définition d'un programme global pour le développement durable. L'un des volets de ce site est une étude mondiale qui demande aux utilisateurs de choisir les six enjeux les plus importants pour eux et pour leur famille dans une liste de possibilités telles qu'un meilleur système de santé, le changement climatique, un gouvernement honnête et réactif, l'alimentation à prix abordable ou une bonne éducation. Cette consultation est disponible sur le site <http://vote.myworld2015.org/>. La section « tendances » du site est présentée comme « un guichet unique pour la participation et l'implication des citoyens dans la définition des politiques. Il permet aux décideurs de mieux comprendre les besoins et les priorités de leurs administrés. En même temps, il constitue un espace pour partager les solutions locales et les leçons à en tirer et un lieu de connaissances ouvertes, de données ouvertes et de collaboration. Grâce aux technologies d'exploration des données, le « data mining », et leur représentation visuelle, et exploitant l'analyse quantitative et qualitative, l'ambition de cet espace est de créer un cycle vertueux pour le développement durable. » Il est accessible à cette adresse : [www.worldwewant2015.org/www2015\\_trends\\_outcomes](http://www.worldwewant2015.org/www2015_trends_outcomes).

## Une pétition mondiale pour le DPE

Tessa JOWELL

Suite à une visite à Malawi en 2013, Tessa JOWELL a acquis la certitude qu'une approche intégrée du DPE serait bénéfique aux enfants et aux familles malgré l'existence de degrés profonds de pauvreté économique. Travaillant en Grande Bretagne dans le cadre d'un groupe parlementaire dans lequel tous les partis sont représentés, Mme Jowell compte soumettre une pétition à Ban Ki Moon lors d'un rassemblement des Nations unies au mois de juin. En mai cette pétition a atteint son objectif de 10 000 signatures et le nombre ne cesse d'augmenter – à ce jour, ses signataires sont originaires de plus de 150 pays. Le texte de la pétition est le suivant : « Le développement de la petite enfance doit être au cœur du nouveau cadre du développement après 2015 et doit bénéficier d'objectifs aptes à assurer pour tous les enfants la protection, l'accompagnement et les prestations qui, pris ensemble, leur donneront le meilleur départ dans la vie. » Vous pouvez y ajouter votre soutien personnel ici : [www.change.org/en-CA/petitions/un-secretary-general-ban-ki-moon-and-un-member-states-put-early-childhood-development-at-the-heart-of-the-new-post-2015-development-framework-to-give-all-children-the-best-start-in-life](http://www.change.org/en-CA/petitions/un-secretary-general-ban-ki-moon-and-un-member-states-put-early-childhood-development-at-the-heart-of-the-new-post-2015-development-framework-to-give-all-children-the-best-start-in-life).

## Plateforme Internet pour l'éducation après 2015

UNESCO

L'UNESCO vient de présenter sa vision du programme pour l'éducation après 2015 à plus de 190 États membres réunis lors de la 37<sup>e</sup> séance de la Conférence générale de l'UNESCO. Le texte intégral de la note conceptuelle est disponible sur le site : [www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/ED/ED\\_new/pdf/UNESCOConceptNotePost2015\\_ENG.pdf](http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/ED/ED_new/pdf/UNESCOConceptNotePost2015_ENG.pdf). Malgré des écarts importants entre les différents avis quant aux détails de la structuration des objectifs du programme pour l'après-2015, l'une des conclusions de la Conférence est que les représentants doivent s'engager pour la promotion d'une ambition transversale unique pour l'éducation dans le cadre des discussions à venir sur le développement après 2015. Cette ambition doit être fondée sur des principes d'accessibilité, d'équité et de qualité avec la perspective d'un apprentissage tout au long de la vie pour tous. Dans ce contexte l'UNESCO a mis en place une plateforme Internet pour accueillir des présentations, blogs, communications, documents d'orientation de politique et autres réponses aux consultations concernant « l'Éducation après 2015. » Ce site est mis à jour régulièrement et propose actuellement un ensemble important de ressources facile d'accès pour un public mondial. Le site « UNESCO – Contribution pour l'après-2015 » se trouve à cette adresse : <http://fr.unesco.org/post2015/%C3%A9ducation-que-les-seront-les-prochaines-%C3%A9tapes>.

## Développement de la petite enfance : les fondations du développement humain durable pour 2015 et au-delà

Consultative Group on Early Childhood Care and Development

Le groupe consultatif sur la protection et le développement de la petite enfance (Consultative Group on Early Childhood Care and Development – CG) a déjà produit de nombreux rapports qui constatent l'absence du développement de la petite enfance (DPE) dans le programme de développement pour l'après-2015. S'il semble raisonnable maintenant de supposer que le DPE ne sera pas identifié comme un domaine prioritaire en soi, le CG explique que le DPE a un rôle important et transversal, impliquant la santé, l'éducation, la protection sociale, la responsabilisation des femmes, la nutrition ou les propositions sécuritaires. Dans leur publication la plus récente aux côtés de l'OSF, de l'UNICEF et du Réseau des solutions pour le développement durable des Nations-unies (SDSN) sous le titre « Développement de la petite enfance : la fondation pour le développement humain durable pour 2015 et au-delà, » trois principes sont proposés pour guider les efforts de plaidoirie au cours des mois à venir : (1) faire le lien entre la survie et le développement des enfants, (2) investir en amont pour obtenir les retours les plus importants, et (3) accorder la priorité aux enfants et aux communautés les plus marginalisés. Ce rapport est disponible à : <http://unsdsn.org/wp-content/uploads/2014/05/ECDandSHDv5-050314-2.pdf>. Parmi d'autres rapports pertinents du CG l'on peut citer : (1) [The Right to Human Development: Where are Young Children in the Sustainable Development Goals?](#), (2) [A Transformative Solution: Reducing Poverty and Inequality through a Post-2015 Early Childhood Development Goal](#), ou (3) [The Importance of Early Childhood Development to Education](#).

- (1) [http://www.ecdgroup.com/cg2/wp-content/uploads/2014/03/ECD-Response-to-OWG-Focus-Areas\\_March-4-2014.pdf](http://www.ecdgroup.com/cg2/wp-content/uploads/2014/03/ECD-Response-to-OWG-Focus-Areas_March-4-2014.pdf)
- (2) [http://www.unicef.org/earlychildhood/files/CG - A Transformative Solution Post 2015 and ECD.pdf](http://www.unicef.org/earlychildhood/files/CG_-_A_Transformative_Solution_Post_2015_and_ECD.pdf)
- (3) [http://www.ecdgroup.com/pdfs/briefing-GlobalMeeting\\_Web.pdf](http://www.ecdgroup.com/pdfs/briefing-GlobalMeeting_Web.pdf)

## Plateforme canadienne de développement international, Outil de suivi après-2015

L'Institut Nord-Sud

L'Outil de suivi de l'Institut Nord-Sud correspond à une représentation cartographique interactive des documents de proposition concernant le développement pour l'après-2015. À ce jour, près de 80 propositions ont été codifiées. L'Outil structure son contenu de manière thématique : définissant par ex. les catégories éducation, sécurité alimentaire, environnement ou infrastructure, avec des renvois entre différentes propositions en cas d'identification d'objectifs, de cibles ou d'indicateurs spécifiques pour le futur cadre de l'après-2015. On peut trouver l'Outil de suivi sur le site : <http://cidpnsi.ca/blog/portfolio/tracking-post-2015/#sthash.w54jJulf.dpuf>.

## Section « revues »

### Éducation, protection et développement de la petite enfance (DPE) en Afrique subsaharienne: Un aperçu de la littérature publiée

Comme il a déjà été indiqué dans le mot de bienvenue du rédacteur en chef, Emily ASHTON, doctorante à l'Université de Victoria (UVic), a eu un rôle clé dans l'élaboration de ce numéro de la *Voix du DPE en Afrique*. Emily travaille en tant qu'assistant de recherche pour le projet conjoint UVic-UVDPE financé par l'ACDI, aux côtés de l'Institut pour le développement de l'éducation de l'université Aga Khan (AKU – le Dr. Pauline REA-DICKENS est co-enquêtrice), implanté à Dar es Salaam en Tanzanie. La composante tanzanienne de ce projet à trois pays (c'est-à-dire Tanzanie, Kenya et Ouganda) cible une « cartographie » du DPE dans ce pays, mais il intègre également une composante « d'inventaire » plus large dont le but est d'identifier les publications accessibles sur le plan international qui traitent du DPE en Afrique subsaharienne (ASS). Cet article accorde une attention particulière aux premiers travaux du projet d'inventaire DPE-ASS, avec un auteur principal, Emily ASHTON.

De telles entreprises à grande échelle, comme l'inventaire des publications sur l'ASS et la recherche de littérature grise en Tanzanie, sont nécessaires depuis bien longtemps dans le cas de l'ASS. En effet, ces besoins étaient identifiés dans les Ateliers scientifiques DPE/DE présentés dans les numéros 1 et 2 de la *Voix*, et par d'autres acteurs dans le domaine du DPE en ASS. D'autres travaux pertinents avaient déjà été entrepris mais, comme il sera indiqué ci-dessous, soit l'analyse ne ciblait pas le DPE de manière spécifique, soit sa profondeur était limitée.

Le projet élargi d'inventaire DPE-ASS comportant une analyse des thèmes et des auteurs sur toute la période considérée sera décrit dans un ouvrage actuellement sous presse : le *Sage Handbook of Early Childhood Research* (Pence & Ashton), tandis que cet article succinct traite essentiellement des revues précédentes, les sources nationales de littérature DPE et plusieurs publications à direction africaine.

#### Une revue des revues : la recherche sur l'enfant et les enfances en ASS

Afin de préciser la mission du projet d'inventaire, on présente initialement les tentatives précédentes d'études globales des recherches liées au DPE en ASS. Chaque revue prend comme cible principale un domaine légèrement différent, ce qui rend problématique toute comparaison directe. Cependant, même l'analyse sommaire proposée ici fait valoir la richesse de l'histoire des recherches en ASS dans le domaine de l'enfant.

#### Charles Super et collègues : la recherche sur le développement de l'enfant en Afrique

La recherche en Afrique sur le développement de l'enfant est caractérisée par une longue histoire qui a exercé une influence importante sur la science du développement, selon une revue de la littérature par Charles SUPER, Sara HARKNESS, Oumar BARRY et Marian ZEITLIN (2011) avec pour titre "Think Locally, Act Globally: Contributions of African Research to Child Development." [Pensée locale, action mondiale : les contributions de la recherche africaine dans le domaine du développement de l'enfant]. Les auteurs valorisent « les résultats d'influence des investigations entreprises sur le continent par des scientifiques expatriés, surtout au cours des second et troisième quarts du vingtième siècle. » (Marfo *et al.*, 2011, p. 104). Les publications clés issues de ces travaux et diffusées dans des revues scientifiques internationales traitent d'aspects du développement de l'enfant tels que la motricité de l'enfant (Super, 1976), la fratrie dans le rôle

parental (Ember, 1973 ; Weisner & Gallimore, 1977), la socialisation linguistique de l'enfant (Harkness, 1977) ou bien son développement moral (Edwards, 1975), pour ne citer qu'une petite sélection des études citées dans cet article.

Bon nombre des études qui y sont traitées nous rappellent les études ethnographiques très poussées entreprises à la fin des années 1950 et continuant jusqu'aux années 1980, par ex. les travaux de John et Beatrice WHITING et leurs étudiants doctorants au sein de l'Unité de recherche sur le développement de l'enfant (Child Development Research Unit – CDRU) au Kenya, ou ceux d'Edward TRONICK et ses collègues dans le projet de la Forêt d'Ituri (Tronick, Morelli, & Winn, 1987). Nous le signalons ici car au vu de l'émergence relativement récente du domaine du DPE dans le contexte mondial du développement international ou de la recherche universitaire, il est nécessaire de tenir moins compte des frontières strictes entre disciplines si nous voulons définir un historique plus complet des travaux pertinents pour le DPE en ASS. Ainsi, bien que notre propos ici s'écarte selon des critères importants du champ des disciplines du développement de l'enfant ou de la psychologie, il est néanmoins important de noter que les études citées dans la revue générale de Super et de ses collègues sont passées relativement inaperçues dans le cadre de la discussion actuelle du DPE à l'échelle mondiale.

### **Comité directeur international du développement de l'enfant : les programmes de DPE dans les pays à faible revenu**

Selon les deux collections d'articles du *Lancet* (2007, 2011) sur « le développement de l'enfant dans les pays en voie de développement », les enfants sont à la fois menacés par des risques et constituent eux-mêmes des risques. Les chercheurs principaux proposent une « estimation prudente » selon laquelle « 200 millions d'enfants de moins de 5 ans ne réalisent pas leur potentiel de développement cognitif pour des raisons liées à la pauvreté, une santé précaire ou une parentalité défailante » (Grantham-McGregor *et al.*, 2007, p. 60). Ils proposent cependant une solution: des interventions pour le DPE et des « programmes destinés à améliorer le taux de survie, la croissance et le développement des jeunes enfants pour prévenir les risques ou atténuer les effets négatifs des risques » (Engle *et al.*, 2007, p. 229).

Dans leurs contributions à ces collections, qui sont souvent citées, Patrice ENGLE et ses collègues (2007, 2011) passent en revue les programmes de DPE mis en œuvre par les pays à revenu faible ou intermédiaire. Leur premier rapport traite des études publiées au cours des années 1990 – 2006, alors que le second prend le relais du premier en couvrant la période 2007 – 2011. L'inclusion ou non d'une étude dépend de critères de sélection stricts :

Nous avons passé les programmes en revue... en appliquant six critères : (a) un essai contrôlé à sélection aléatoire ou un groupe de comparaison approprié ; (b) interventions avant l'âge de 6 ans ; (c) des évaluations d'efficacité ou de programme (et non pas des données d'efficacité) ; (d) une évaluation du développement de l'enfant ; (e) le ciblage d'enfants défavorisés ; et (f) un pays en voie de développement. (2007, p. 232)<sup>i</sup>

Dans l'article de 2007 seules 35 études éligibles sont identifiées, dont 20 remplissent tous les critères ; pour l'article de 2011 42 études remplissent les critères de sélection. Nous sommes préoccupés par le petit nombre d'études conduites dans les pays ASS qui respectent ces critères - 3 seulement en 2007 et 4 en 2011. Malgré les critiques répandues de ces critères de sélection si restrictives, une « hiérarchie de preuves » continue d'exister qui exclut les travaux engagés dans la plus grande partie du monde majoritaire et en ASS en particulier (Petticrew & Roberts, 2003). Dans ce cadre, Alan PENCE (2012) estime que « très peu d'études initiées au niveau local seraient éligibles après un tri sélectif basé sur des preuves de 'haut niveau', et cela génère une impression de vide malgré l'existence avérée d'activités utiles et de connaissances acquises au prix de beaucoup d'effort » (p. 13).

Robert SERPELL et Bame NSAMENANG (2014) considèrent que l'approche générale adoptée par le Comité directeur international du développement de l'enfant (International Child Development Steering Group - ICDSG) tend à « exagérer le niveau du consensus au sein de la communauté scientifique afin de persuader des

publics non scientifiques et les organismes donateurs que la science a trouvé une solution définitive » (p. 12). Le Comité directeur est représentatif plutôt qu'exceptionnel dans ce contexte et l'une des conséquences en est que bien trop souvent les programmes de DPE dans le monde minoritaire sont pris comme modèle pour tous les programmes dans tous les contextes. Ceci ne veut pas dire que de tels modèles ne soient pas « aptes à l'indigénisation » ou « au renforcement s'ils sont reconceptualisés d'un point de vue africain », mais dans bien des cas ce n'est pas ce qui se passe sur le terrain (Prochner & Kabiru, 2008, p. 130). Ce que le projet d'inventaire démontre est l'existence de bien des programmes de DPE développés et soutenus en ASS qui sont d'une valeur exceptionnelle et méritent une attention respectueuse et sérieuse.

### **Barbara KOECH et collègues : la littérature sur l'enfant au Kenya**

En 2008, le National Council of Children Services [Conseil national des services pour l'enfant] a signé un contrat avec Barbara KOECH pour certains travaux concernant l'identification, l'analyse et la rédaction de résumés de la littérature tant publiée que grise sur les enfants au Kenya dans le but de produire un rapport de synthèse pour éclairer le développement futur de politiques sur l'enfant et la famille (Koech *et al.*, 2008). Sur une période de 6 mois, Mme Koech et son équipe ont recueilli des études scientifiques de plus de 50 institutions, la plupart étant des établissements universitaires ou des ONG au Kenya. Les résumés ont été répartis en 5 catégories : les droits de l'enfant, la survie, le développement et l'éducation de l'enfant, la protection et la participation. À l'issue de ce projet plus de 1 400 études de recherches ont été passées en revue ; 531 ont fait l'objet d'un résumé descriptif (Koech, 2011) ; plus de 680 sont cités dans le rapport final (Koech, 2009). Comme dans d'autres revues de la littérature, les travaux recueillis sont focalisés le plus souvent sur la santé ou la protection de l'enfant ainsi que les facteurs dans sa survie.

Dans les recommandations qui accompagnent le rapport principal, Mme Koech (2009) se plaît à imaginer un programme de recherche en ASS qui serait inclusif, intégrerait les voix indigènes, aiderait les jeunes étudiants par le biais de relations de mentorat plus fortes avec des scientifiques de haut niveau ou les institutions universitaires, collaborerait avec les enfants en tant que parties prenantes de la recherche, favoriserait des partenariats de recherche multirégionaux, et qui défendrait « une communauté d'universitaires mieux informés sur les enjeux et les facteurs ayant un impact sur l'enfant et sa famille » par le biais de l'élaboration de canaux de diffusion plus efficaces pour les résultats de la recherche (2009, p. 27).

Dans certaines réflexions ultérieures sur ce recueil, Mme Koech (2011) exprime certaines inquiétudes quant à la qualité et l'aptitude à l'application interdisciplinaire des travaux recueillis, par ex. une focalisation académique plutôt que pragmatique ; des méthodologies manquant de rigueur et d'analyse complexe ; des résultats non généralisables sur toute une population ; et une diversité géographique limitée (2011, p. 25). Les explications de ces limitations de méthodologie, de focalisation ou de géographie mériteraient une exploration plus approfondie, et nous nous attendrions à trouver ces mêmes limitations dans la littérature d'autres pays en ASS. Ceci dit, la persistance dont Mme Koech et ses collègues ont fait preuve en recueillant cette littérature grise constitue un modèle pour ce qui serait faisable dans tous les pays en ASS dans le but de mieux appréhender la richesse des connaissances déjà disponibles.

### **Linda RICHTER et collègues : une revue diagnostique du DPE en Afrique du sud**

Cette seconde revue de la littérature ciblant un pays spécifique est l'œuvre de Linda RICHTER et de ses collègues (2012) en Afrique du sud. Ils ont mené l'analyse et l'évaluation diagnostiques du Plan national intégré pour le développement de la petite enfance 2005-2010, accordant une attention particulière au paradigme, aux politiques, aux services, aux ressources humaines et aux systèmes de financement qui ont cours actuellement dans le domaine du DPE. Alors qu'une bonne partie de ce rapport d'évaluation traite des acquis et des manques des politiques et mesures gouvernementales, deux annexes sont proposées qui sont d'un intérêt particulier pour notre propos. La première contient une liste de plus de 110 documents traitant d'enjeux liés au DPE en Afrique du sud, dont la majorité est composée de rapports publiés récemment. Par ailleurs, la seconde annexe inclut 12 comptes-rendus succincts traitant de sujets divers tels que la parentalité, la science du développement de l'enfant, les programmes d'apprentissage pour la petite enfance, le rôle de



l'État ou les systèmes de recueil de données et de suivi. Pris ensemble, ces communications constituent une synthèse actualisée des études tant internationales que nationales dans le domaine du DPE.

### **Childwatch International et CODESRIA : la recherche sur l'enfant en Afrique**

Maylene SHUNG KING, Rose SEPTEMBER, Frederick Moses OKATCHA et Carlos CARDOSO (2009) sont responsables de la monographie de Childwatch International et du Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA) sur les travaux de recherche sur l'enfant au cours des années 1996-2006. En plus d'un avant-propos qui positionne la recherche scientifique sur l'enfant dans le contexte africain, cet ouvrage intègre trois communications distinctes (voir Arojjo & Nyonyintomo, 2009 ; Mweru & N'gasike, 2009 ; Nwaba, 2009). Elles ont été préparées pour un colloque en 2006 qui a réuni quarante participants de 13 pays africains. Cet ensemble de textes offre le descriptif des grandes lignes de bien des défis qui sont toujours d'actualité, parmi lesquels le manque de débouchés adaptés pour la publication des recherches et le caractère limité du financement pour les chercheurs et institutions en ASS souhaitant entreprendre des travaux de recherche plutôt que de se laisser cantonner dans un rôle subordonné ou purement consultatif.

Un article dédié spécifiquement à une revue de la littérature par Stephen ARJJO et Rebecca NYONYINTONO (2009) se penche sur 113 articles. Leurs conclusions indiquent que la majorité de ces études traite d'enjeux liés à la santé, la nutrition ou la survie, et qu'elles sont co-rédigées avec des universitaires occidentaux – les auteurs principaux étant des non-africains. Ils en tirent la conclusion que « très peu de ces papiers sont le fait exclusif d'auteurs africains » (p. 7), qu'une augmentation significative du nombre de publications est constatée entre 2003 et la période considérée de 2006, et que ces études ne tendaient pas à « impliquer les enfants dans une méthodologie participative vraiment orientée enfant, alors que les enfants sont le plus souvent les sujets de la recherche » (p. 8). Il est notable que les auteurs de cette revue pointent du doigt « le phénomène bien trop familier de la 'problématisation' de l'enfant africain et de la focalisation sur l'enfant vulnérable, malade, anormal ou défavorisé » (p. 8), bien que leur recueil lui-même ne cite aucune étude qui adopte une vision de l'enfant en tant qu'agent.

### **CODESRIA et Mwenda NTARANGWI : les enfants et la jeunesse en Afrique**

En 2014, pour le compte du programme des études sur l'enfant et la jeunesse de CODESRIA, Mwenda NTARANGWI a publié une monographie sous le titre *Children and Youth in Africa: Annotated Bibliography* [Enfants et jeunesse en Afrique : une bibliographie annotée]. Ce texte présente 324 références réparties en 12 catégories, en plus d'un chapitre liminaire important qui situe l'état actuel de la recherche sur l'enfant et la jeunesse en Afrique dans une perspective critique. La « protection et le développement de la petite enfance » est l'un des 12 domaines thématiques de cette revue, mais les références choisies sur le DPE ciblent « le bien-être global de l'enfant dans la mesure où il est lié à la nutrition et aux enjeux de santé afférents » (p. 12). Les références qui concernent la santé, la maladie ou la mortalité de l'enfant sont les plus fréquentes et la majorité des études traite des enfants dans le cadre des premières années de l'enseignement formalisé. Cette focalisation est due en partie au fait que « le VIH et le Sida sont les sujets les plus étudiés et les plus discutés dans les publications de ces dix dernières années de recherche sur les enfants et la jeunesse en Afrique » (p. 15).

Cet ouvrage capitalise certains travaux précédents de Patti HENDERSON sponsorisés par CODESRIA (2003), dont la revue de la littérature de recherche couvre les années de 1995 à 2000. Patti Henderson présente des études dans les domaines de l'anthropologie, de la psychologie et des sciences politiques et économiques qui sont plus ou moins pertinentes pour la recherche sur l'enfant. Comme le titre l'indique, *Annotated Bibliography on Childhood with Emphasis on Africa* [Une bibliographie annotée sur l'enfance avec une focalisation particulière sur l'Afrique] la sélection faite ici ne concerne pas exclusivement les études menées en Afrique mais intègre d'autres textes originaires du monde minoritaire. La majorité cible des enjeux liés aux droits de l'enfant, la protection de l'enfance, la main-d'œuvre enfantine ou les enfants et la guerre. Le DPE n'est pas un thème central.

Comme la revue de la littérature proposée par Arjjo et Nyonyintono (2009), Henderson interroge également l'image dominante de l'enfant issue des publications sur la recherche ou la théorie : l'enfant en tant qu'être ayant besoin de protection ou en tant qu'adulte « en herbe ». De manière similaire, Ntarangwi trouve que « l'idée de l'enfant en tant que sujet social vulnérable est toujours déterminante pour une bonne partie de la recherche impliquant des enfants africains au cours de la période couverte par cette monographie » (p. 1). Cependant, il prend soin de proposer des contre-exemples d'une construction d'image de l'enfant ou des jeunes en tant qu'êtres confiants et capables – « agents actifs dans leur propre vie » (p. 9) – dans sa sélection bibliographique. Au contraire de Henderson aussi, le recueil de travaux universitaires de Ntarangwi sur la période 2001-2011 cible exclusivement les études basées en Afrique et publiées soit dans des revues scientifiques soit dans des ouvrages.

Dans son avant-propos, Ntarangwi note que la recherche sur l'enfant et la jeunesse en Afrique est minée par « des inégalités de pouvoir entre ceux qui déterminent la nature de la recherche et ceux qui en sont les sujets. Ces inégalités aboutissent à des cadres de recherche basés plus sur le désir d'adopter une définition mondialisée de l'enfance ou un ciblage de thèmes spécifiques que sur les réalités du vécu des enfants et des jeunes dans de multiples contextes africains » (p. 3). Plutôt que d'accepter la chape de plomb d'une priorisation mondialisée et tout en constatant que les travaux d'experts comme Nsameng résistent à cette caractérisation, Ntarangwi propose deux axes pour la recherche future sur l'enfant et la jeunesse en Afrique : (1) le cadrage des questions sous-jacentes à la recherche doit être « afrocentrique », c'est-à-dire formulé sur la base d'une « contextualisation et d'une appréciation des connaissances locales et des réalités vécues en Afrique » (p. 5), ainsi que (2) des méthodologies de recherche de type qualitatif, comme par exemple les travaux ethnographiques sur le terrain, qui permettent une « compréhension approfondie et nuancée des réalités sociales telles qu'elles sont vécues et exprimées par les enfants et les jeunes gens en Afrique », devraient remplacer la dominance actuelle des questionnaires et des enquêtes (p. 3). Tout en reconnaissant les facteurs complexes qui affectent de telles recherches « en profondeur » – par ex. les financements limités et les priorités des organismes donateurs internationaux – Ntarangwi considère qu'il relève d'un devoir moral de mettre des méthodes complexes en face de la diversité des expériences sociales et politiques des enfants et des jeunes Africains.

### Un inventaire de la recherche DPE en ASS

En procédant au recueil et à l'évaluation de ces revues de la littérature liée au DPE nous avons souhaité : (1) apprendre comment le DPE est compris dans ces autres domaines / espaces (par ex. la psychologie du développement, les études de la jeunesse, les gouvernements), (2) explorer les enjeux qui sont communs aux différentes revues, (3) confirmer que notre projet d'inventaire ne faisait pas double emploi avec des travaux déjà réalisés, et (4) noter les domaines où notre apport peut être significatif ; bref, en rappelant une citation ci-dessus, nous voulions évacuer « cette illusion de vide » qui, à l'avis de beaucoup, caractérise le paysage actuel de la recherche sur le DPE. Notre objectif général était de mieux comprendre ce qui a été réalisé, et où, quand et par qui cela a été réalisé, ainsi que de présenter à nouveau les conclusions sous la forme d'une base de données électronique largement accessible aux chercheurs en ASS et ailleurs dans le monde.

Ce qui ressort de ces autres revues de la littérature – et des études examinées par leurs auteurs – est le fait que malgré les appels récurrents à l'adoption d'une « approche holistique » ou « intégrée » du DPE avec la prise en compte concomitante du bien-être cognitif, social, physique, spirituel et culturel de l'enfant – les recherches africaines dans le domaine du DPE ciblent essentiellement la santé et la nutrition des enfants. Notre propos n'est pas de laisser entendre que ces domaines ne sont pas dignes d'intérêt -- nous constatons simplement qu'ils ont l'effet de suivre en parallèle les pratiques parentales et éducatives de la petite enfance. Ainsi, si nous saluons les acquis, par exemple dans le domaine des soins de santé maternelle et la vaccination des enfants, nous cherchons dans notre inventaire à prioriser les pratiques parentales sur le plan culturel et les premiers apprentissages des enfants en ASS.

Par ailleurs, tout en tenant compte de la convention de plus en plus répandue selon laquelle le DPE recouvre la période entre la naissance et l'âge de 8 ans, les travaux préliminaires de la revue ont révélé qu'en fait l'essentiel des travaux concernait les enfants en haut de cette fourchette, soit ceux âgés de 6 à 8 ans. Ou en d'autres termes, beaucoup de travaux qui portent l'étiquette « DPE » ciblent en réalité des enfants qui vivent les premières années de leur scolarité primaire.

En reformulant ces constatations de façon à stimuler les projets de recherche futurs en ASS, les préoccupations principales qui traversent toutes les 5 revues résumées dans la section précédente sont celles-ci, entre autres : Quelle image de l'enfant est générée et véhiculée par la recherche ? À qui la recherche est-elle destinée ? Où réalise-t-on la recherche ? Quelles distinctions importantes pourrait-on définir entre les pratiques de recherche sur, à propos de, avec ou par les enfants ? Quels sont les domaines prioritaires pour la recherche ? Qui décide ? Qu'est-ce qui compte comme un travail de recherche pour les revues internationales ? Quelles sont les connaissances disponibles dans des rapports de recherche, mémoires d'étudiants ou comptes-rendus de colloque qui n'ont jamais été publiés ? Quels sont les efforts qui permettraient de mieux intégrer cette littérature grise à l'avenir ? Comment pourrait-on créer, soutenir et maintenir des réseaux d'experts africains à l'avenir ? Qui sont les leaders de la recherche en DPE au niveau local ? Comment soutenir l'expérimentation méthodologique ? Et, enfin, comment promouvoir une recherche fondée sur les réalités vécues, une recherche qui reconnaît, respecte et honore les connaissances indigènes de l'Afrique ?

### **Les étapes suivantes pour le projet d'inventaire DPE-ASS**

Ayant démarré le projet d'inventaire DPE-ASS par une revue des revues précédentes, nous avons ensuite identifié les priorités clés pour un recueil de la littérature – dont celles-ci : les politiques, la programmation (tant en crèche que hors crèche), les pratiques (tant pédagogiques qu'orientées parentalité), les prestations (services fournis par l'État), et la scolarité pré-primaire. Une autre décision importante était de chercher délibérément les études dirigées par des chercheurs et/ou institutions de l'ASS. Nous avons également décidé de commencer le recueil des publications avec les pays qui correspondent le mieux aux priorités de l'UVDPE dans le domaine du développement des capacités en ASS, la conséquence en étant que l'Afrique du sud devait attendre des travaux ultérieurs car sa littérature est comparativement plus développée.

À notre avis, l'exclusion de l'Afrique du sud du recueil initial a été bénéfique dans la mesure où l'ensemble final est plus diversifié. Les méthodes considérées comme usuelles dans les revues documentaires – l'exploitation de bases de données universitaires comme ERIC, Ebscohost ou Academic Search Premier – se sont avérées problématiques. En effet, il est possible de clarifier ce point avec un exemple : si en entrant les chaînes de recherche « développement de la petite enfance, » « éducation de la petite enfance » et/ou « protection de la petite enfance » associées au terme « Afrique » 500 résultats sont retournés, nous pouvons affirmer sans peur d'exagérer qu'environ 400 se rapporteront à des études basées en Afrique du sud. Cette exclusion initiale d'Afrique du sud nous a donc obligés à trouver d'autres moyens de générer les entrées de notre base de données, dont une recherche nominative de certains experts et instituts de recherche ou, ce qui était en fait la démarche la plus productive de toutes, l'exploitation des références bibliographiques proposées par les auteurs.

Dans le projet d'inventaire tel qu'il existe aujourd'hui (c'est-à-dire, en mode test sur plateforme web), l'Afrique du sud est bien intégrée. Compte tenu de leur histoire politique à part, leurs multiples programmes d'études de troisième cycle ciblant le DPE, un noyau de chercheurs en DPE travaillant sur le terrain depuis presque 30 ans, des organismes de recherche relativement bien financés, une politique progressiste sur l'enfance, et une attention internationale soutenue, nous nous attendions à une littérature de recherche publiée qui soit au niveau de celle des autres pays en ASS pris ensemble. Le bien-fondé de cette supposition est confirmé jusqu'à ce jour. Ce qui place l'Afrique du sud à part des autres pays est le fait qu'une bonne partie de la littérature qui serait considérée comme « grise » dans d'autres pays, dans la revue de 2009 de la littérature kenyane de Koech et collègues par exemple, est accessible en ligne sous forme électronique. Peut-être peut-on dire qu'il existe bien des nuances de gris.

À l'heure actuelle, selon une estimation certes très approximative et tenant compte de nos domaines prioritaires, la base de données contient plus de 650 entrées complètes (et elle continue de croître car il semblerait qu'il y en a toujours à ajouter). Par « entrées complètes » nous entendons une référence accompagnée de l'affiliation institutionnelle de l'auteur, un résumé, le pays de référence, des mots-clés, un format et une information sur la localisation. Au cours des mois à venir avec la saisie des entrées annotées dans la base de données, des résumés et des statistiques d'une plus grande précision seront disponibles. Adoptant une approche assez rustique de la catégorisation, nous proposons un comptage-pays des entrées annotées dans le tableau n° 1. Au premier coup d'œil l'on constatera le nombre important de contributions de l'Afrique du sud ; ceci s'explique par de nombreux facteurs qui méritent une analyse plus poussée, dont certains ont déjà été indiqués en passant ci-dessus.

Tableau n° 1

Fourchettes du volume de publications par pays sur la base de la compilation de l'inventaire à ce jour (mai 2014)					
<5		5-20	21-50	51-100	250+
Angola	Gambie	Botswana	Ghana	Kenya	Afrique du sud
Bénin	Guinée	Cameroun	Nigéria		
Burkina Faso	Guinée-Bissau	Érythrée	Ouganda		
Burundi	Libéria	Éthiopie	Tanzanie		
Cap Vert	Madagascar	Lesotho			
Rép. centrafricaine	Mauritanie	Malawi			
Tchad	Niger	Mali			
Comores	Rwanda	Maurice			
Congo	Sao Tomé-et-Principe	Mozambique			
Côte d'Ivoire	Seychelles	Namibie			
R. D. du Congo	Sierra Leone	Sénégal			
Djibouti	Somalie	Soudan			
Guinée équatoriale	Soudan du sud	Swaziland			
Gabon	Togo	Zambie			
		Zimbabwe			

La majorité des entrées de la base de données ont un auteur principal d'origine africaine, et ceci est particulièrement évident pour les références publiées après 2007. Comme nous l'avons déjà indiqué, nous travaillons avec nos partenaires à AKU-IED pour recueillir et organiser la littérature grise de la Tanzanie. Nous espérons que cette tâche s'avérera productive et qu'elle sera reprise ultérieurement pour d'autres pays en ASS.

Avant de changer de sujet, nous estimons qu'il est important de reconnaître certaines des limitations du processus de génération de la base de données. D'une part, les entrées correspondent à celles qui sont accessibles par voie électronique sur Internet et sous licence de l'Université de Victoria. Essentiellement, les éléments intégrés correspondent à des articles de revue de type universitaire, des livres, des chapitres et des comptes-rendus de recherche. Parmi les formats moins fréquents l'on peut citer les thèses et les mémoires, les supports d'enseignement et les documents d'orientation gouvernementaux. D'autre part, la littérature passée en revue est uniquement en langue anglaise. Nous sommes conscients que cela exclut des contributions précieuses rédigées dans une langue locale, ainsi que celles provenant de pays francophones ou lusophones.

### La recherche sur le DPE en ASS

Comme il a déjà été indiqué, le projet d'inventaire des textes concernant le DPE est envisagé comme une activité destinée à continuer dans l'espoir que des pays autres que la Tanzanie seront capables d'entreprendre des recherches de littérature grise et ainsi ajouter aux entrées d'une base de données web librement accessible. À

ce stade du projet, certains schémas et lignes narratives ont été identifiés qui caractérisent la littérature DPE-ASS, et ceux-ci sont traités dans un chapitre soumis pour la publication dans le manuel *Sage Handbook* déjà cité. Certains des auteurs clés, ou certaines publications clés, faisant l'objet d'une référence dans ce manuel font l'objet d'une brève description ci-après afin de proposer aux lecteurs de la *Voix* une appréciation du nombre croissant de publications qui deviennent disponibles depuis 2007. Le dernier des livres cités, *Monitoring Child Well-Being: A South African Rights-Based Approach* [Suivre le bien-être des enfants : une approche sud-africaine basée sur les droits de l'enfant], est suivi d'une série de questions et de réponses dans le cadre d'un entretien entre le professeur Andy DAWES et Emily ASHTON sur un sujet qui fera très certainement l'objet d'un article dans un numéro ultérieur de la *Voix du DPE en Afrique* : les cadres de suivi du DPE au niveau international ou national.

### **A. Bame Nsamenang : les pratiques et théories éducatives en Afrique**

Tout au long des années 1990 et encore aujourd'hui, Nsamenang a su maintenir une posture à la fois critique et résistante, devenant le plus prolifique des experts africains sur le développement de l'enfant. Alors qu'une bonne partie de ses premiers travaux concernent plutôt la psychologie développementale ou le développement de l'enfant et de l'adolescent, Nsamenang est à l'origine de contributions importantes à l'étude plus générale du DPE à direction africaine et internationale, surtout dernièrement (voir 2007, 2008a, 2008b, 2009 ; Pence & Nsamenang, 2008).

Au cours de toute sa carrière professionnelle, Nsamenang a su maintenir sa critique de l'imposition en ASS de théories, discours et soi-disant modèles de bonnes pratiques d'origine occidentale, proposant une plaidoirie convaincante d'un programme de recherche mené par des africains et produisant des connaissances « afrocentriques ».

Nos produits afrocentriques ont du sens uniquement dans le cadre d'échanges de tendances dans les vagues de connaissances au niveau mondial et des études universitaires à la pointe de la science actuelle, et sont conçus en tant que contributions au corpus des savoirs humains universels, là où l'Afrique mérite de posséder sa propre niche de connaissances. (HDRC, « Vision », 2010)

En tant que directeur fondateur du Centre de développement des ressources humaines (Human Development Resource Centre – HDRC), Nsamenang a mis en œuvre sa vision, assurant la codirection d'un ouvrage libre intitulé *African Educational Theories and Practices: A Generative Teacher Education Handbook* [Théories et pratiques africaines de l'éducation : un manuel génératif d'apprentissage pour les enseignants] composé de 36 chapitres rédigés par 45 contributeurs de 16 pays (Nsamenang & Tchombe, 2011). Ce volume impressionnant explore une multiplicité de courants de pensée : une plaidoirie pour les forces traditionnelles de l'éducation africaine, une critique des éducations occidentales importées et imposées en Afrique, la reconnaissance de l'importance de la diversité mondiale des points de vue et des propositions d'axes pour l'avenir en Afrique émanant des leaders eux-mêmes du monde de l'éducation sur le continent. Pris comme une indication pleine d'espoir des évolutions futures, les travaux de Nsamenang ont droit de cité dans une nouvelle génération d'études sur le DPE au sein des recherches liées à l'ASS, y compris tous les textes traités dans la présente section.

### **Auma OKWANY, Elizabeth NGUTUKU et Arthur MUHANGI : les connaissances et pratiques parentales indigènes**

*The Role of Local Knowledge and Culture in Child Care in Africa: A Sociological Study of Several Ethnic Groups in Kenya and Uganda* [Le rôle des connaissances et cultures locales dans la prise en charge de l'enfant en Afrique : une étude sociologique de plusieurs groupes ethniques au Kenya et en Ouganda (Okwany, Ngutuku, & Muhangi, 2012) est une contribution à la critique de plus en plus audible de la globalisation du DPE (voir par exemple Nagasawa & Swadener, 2013), de « l'enfant globalisé » de la science développementale (cf. par ex. Pence & Hix-Small, 2007), ainsi que l'importation de modèles d'intervention pour le DPE sans considération sérieuse du contexte (par ex. BvLF, 1994). Cet ouvrage est fondé sur la tradition de la littérature

ethnographique de l'éducation de l'enfant, générée principalement par des expatriés au siècle dernier, mais avec l'ajout bien nécessaire d'un ancrage afrocentrique. En somme, le message central des auteurs n'est pas nouveau en soi – ils disent que « les stratégies en DPE doivent renforcer et non remplacer les réalités naturelles et locales des enfants » (Okwany, Ngutuku, and Muhangi, 2012, p. 1) – mais le chemin qu'ils empruntent pour y arriver est inédit.

L'accent mis dans *The Role of Local Knowledge* sur les forces des connaissances locales trouve son origine dans le lien entre les proverbes indigènes et les pratiques de parentalité. Le proverbe « toutes les mères font danser leur bébé » guide les interprétations et les stratégies méthodologiques des auteurs, tout comme il mène les pratiques et les idées de la communauté en ce qui concerne l'éducation de ses enfants. Les chansons, récits, proverbes et cérémonies de la communauté indigène, fondés sur des valeurs de réciprocité, de nurturance, de communauté et d'interdépendance, font « danser » les apprentissages et le développement du bébé. Par ailleurs, la culture dans ce contexte n'est pas préservée en tant que patrimoine statique, parfait ; en effet, en association avec une évolution sociale, économique et politique, elle continue de « danser » vers l'avenir.

Beaucoup de textes récents d'inspiration africaine régénèrent l'intérêt thématique des pratiques d'éducation des enfants d'origine indigène. Cependant, dans bien des cas, il semblerait que ce soit une réaction contre l'importation et l'adoption d'approches pédagogiques du DPE venues du monde minoritaire, sans analyse ou description détaillée des pratiques indigènes en tant que telles. Le lecteur reste parfois perplexe, se demandant quelles sont ces pratiques locales qu'il s'agit de défendre. Ceci n'est pas vrai de l'étude collaborative proposée par Okwany, Ngutuku et Muhangi. Dans son introduction Kofi MARFO qualifie cet ouvrage de texte « révolutionnaire » et au vu de son expérimentation méthodologique, sa critique robuste, sa spécificité ethnographique, sa collaboration avec la communauté et ses recommandations pratiques, nous sommes d'accord.

### **Marito GARCIA, Alan PENCE et Judith EVANS : mise en lumière du DPE en ASS**

*Africa's Future, Africa's Challenge: Early Childhood Care and Development in Sub-Saharan Africa* [L'Avenir de l'Afrique, le défi de l'Afrique : la protection et le développement de la petite enfance en Afrique subsaharienne] (Garcia, Pence, & Evans, 2008), publié à l'issue de la Troisième Conférence Internationale Africaine sur le Développement de la Petite Enfance à Accra au Ghana en 2005, était le premier ouvrage à cibler de manière exclusive le DPE en ASS. Ce texte capitalise l'engagement croissant dans les enjeux du DPE qui a suivi la conférence inaugurale en 1999 et sa deuxième édition en 2002. Il a cherché à mettre en valeur la diversité des intérêts et des auteurs actifs en ASS, en assurant une bonne représentativité des auteurs africains (la majorité est d'origine africaine). Il comporte six sections et 24 chapitres qui abordent toute une gamme de sujets allant d'analyses socio-historiques à l'élaboration des politiques, de la programmation à la santé, à la nutrition et à l'éducation et la formation. Il est paru aussi au bon moment car il était disponible pour la conférence internationale africaine sur le DPE de 2009 à Dakar au Sénégal.

### **Hasina EBRAHIM : Modèles de parentalité éducative : hors crèche, enfant-à-enfant**

Dans une série de publications, Ebrahim conteste l'importation du modèle de DPE basé sur la crèche vu comme un exemple de « bonne pratique » (2012, 2013 ; James & Ebrahim, 2012). Les travaux d'Ebrahim sont basés spécifiquement dans certaines communautés sud-africaines où ce type de programme est impraticable en raison de difficultés tant culturelles qu'économiques. Elle souligne les avantages d'un modèle d'éducation préscolaire hors crèche et en plein air, sous le titre de « Buddy Programme » ou programme « copains », qui reconnaît la valeur des savoirs locaux en donnant aux jeunes enfants des possibilités de jeu et d'apprentissage avec d'autres enfants plus âgés, leur « copains » (2012). Le *Little Elephant Training Centre for Early Education* (LETCEE) dans la zone rurale de KwaZulu-Natal a développé ce type d'intervention enfant-à-enfant en DPE qui fait des enfants plus âgés (8 à 13 ans) des participants actifs dans leur développement personnel ainsi que dans celui des plus petits (James & Ebrahim, 2012). Ces enfants plus grands assimilent des connaissances et



compétences qu'ils transmettent à leur tour aux enfants plus jeunes dans le cadre du développement de relations d'apprentissage (2013).

Au-delà des travaux d'Ebrahim, nous estimons qu'il est important de comprendre que la base de recherche dans le domaine de la prise en charge éducative selon un modèle enfant-à-enfant – base certes de taille modeste – est disponible et peut être évaluée. L'approche enfant-à-enfant « qui cible la participation et la contribution des enfants à la promotion de la santé, à la stimulation et au développement de l'enfant, à l'éducation de base et à la nutrition, tire profit de cette stratégie indigène pour l'éducation de l'enfant » (Zimba, 2002, p. 96). Des programmes de type enfant-à-enfant sont opérationnels depuis des décennies au Botswana, au Nigéria, en Ouganda et au Zanzibar (Hyde & Kabiru, 2006; Otaala, 1994). Depuis les années 70 Robert SERPELL est acteur dans des projets de prise en charge de type enfant-à-enfant en Zambie qui ont fait l'objet de nombreuses études, y compris des évaluations de suivi à long terme impliquant d'anciens enfants participants (Serpell 2008, 2011)<sup>ii</sup>. Au Zanzibar et au Botswana des programmes enfant-à-enfant font désormais partie du curriculum de l'école primaire sur la santé, et en Éthiopie ce type de modèle occupe une place importante dans la nouvelle politique nationale sur le DPE.

### **Andrew DAWES, Rachel BRAY et Amelia VAN DER MERWE : un cadre de suivi d'origine sud-africaine**

L'ouvrage collectif des auteurs Andrew DAWES, Rachel BRAY et Amelia VAN DER MERWE (2007), *Monitoring Child Well-Being: A South-African Rights-Based Approach* [Le suivi du bien-être de l'enfant : une approche sud-africaine basées sur les droits de l'enfant] décrit le système d'indicateurs le plus sensible aux facteurs culturels et contextuels dont nous avons connaissance à ce jour. Cette publication en tant que telle est le fruit d'un projet pluriannuel et multiniveaux cofinancé par le Human Sciences Research Council (HSRC) et Save the Children. Un processus de consultation et de contrôle par les pairs à plusieurs étapes a amené les responsables de l'ouvrage à déclarer qu'il constitue « le livre le plus évalué au monde » (p. xiv). Dans ses sections liminaires les auteurs reconnaissent l'existence des parti-pris idéologiques intrinsèques aux initiatives internationales telles que la CIDE ou l'EPT ; ils pointent du doigt l'apartheid du passé et le racisme du présent qui ont rendu si complexe le DPE en Afrique du sud ; ils donnent droit de cité à l'image de l'enfant fort et compétent ; ils prônent la mise en exergue d'une philosophie basée sur les droits de l'enfant plutôt que des arguments fondés sur les idées du capital humain ou du cerveau ; ils estiment que la conceptualisation étroite du DPE dans le cadre des dispositifs internationaux de suivi (survie, santé, scolarisation) et leurs valeurs eurocentriques (par ex. des pratiques idéales de parentalité, des structures familiales idéales) posent problème ; et ils acceptent que le développement des politiques est complexe tout en proposant des solutions pragmatiques.

La première partie de l'ouvrage présente la philosophie sous-jacente du cadre de suivi alors que sa seconde partie présente les grandes lignes d'une approche contextuelle de la surveillance du bien-être des enfants sud-africains fondée sur des preuves objectives et les droits de l'enfant. Cette présentation décrit de manière détaillée un ensemble d'indicateurs liés à des sources de données existantes, esquisse des stratégies destinées à l'obtention de nouvelles valeurs mesurées et aligne de manière explicite les indicateurs proposés sur les cadres politiques actuels. Cette publication constitue un exemple à suivre par d'autres pays cherchant à faire le lien entre données et pratiques selon des modalités respectueuses du contexte et de la culture. Pour le résumé, nous citons ici les mots des auteurs eux-mêmes :

Partout sur le continent, et surtout en Afrique du sud, l'un des défis principaux est de garantir que les objectifs, et les indicateurs qui les accompagnent, ont du sens pour toutes les cultures diverses et qu'ils évitent d'imposer par inadvertance un ensemble de normes et de valeurs venues du nord. Il s'agit de bien réfléchir sur la meilleure articulation des objectifs pour le développement de l'enfant avec le processus de définition des indicateurs, et comment mesurer chacun de ces indicateurs. L'une des possibilités serait d'exploiter les différentes approches de la compréhension du développement de l'enfant qui existent en Afrique du sud pour définir les indicateurs dont on a besoin pour les différentes tranches d'âge. (2007, p. 32)

**En bref : *Monitoring Child Well-Being: A South-African Rights-Based Approach***

- Éditeurs : Andy DAWES, Rachel BRAY et Amelia VAN DER MERWE
- Financement du Human Sciences Research Council (HSRC) et de Save the Children
- Contributeurs : universitaires, experts internationaux, membres de jurys de contrôle par les pairs, parties prenantes gouvernementales, ONG, groupes de réflexion et experts juridiques sur les droits de l'enfant, entre autres
- La première partie pose les fondations conceptuelles et théoriques ; la seconde partie décrit de manière détaillée un ensemble d'indicateurs
- Une pertinence contextuelle en Afrique du sud : fondé sur la constitution sud-africaine et la charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant ; exploite les travaux de recherche réalisés en Afrique du sud sur le DPE pour définir les indicateurs
- Le texte intégral est disponible sur le site du HSRC : <http://www.hsrbpress.ac.za/product.php?productid=2200>

### Entretien avec le professeur Andrew DAWES

**EA:** Dans *Monitoring Child Well-Being* vous parlez de la tendance des cadres et rapports internationaux de suivi à se concentrer sur des aspects plus faciles à mesurer, la survie et la santé, ou, par exemple, le taux de scolarisation – plutôt que sur un concept multinationaux et plus subjectif comme la qualité des programmes de DPE. Votre avant-propos contient la déclaration suivante :

*Nous acceptons que la complexité soit à éviter dans le cadre des enquêtes internationales, mais nous attirons néanmoins l'attention sur leur caractère limité pour traduire les domaines de vulnérabilité de l'enfant liés aux inégalités sociales ou aux interactions de l'enfant avec son environnement social ou physique. (p. 14)*

Pensez-vous qu'il existe en fait des démarches qui permettent de rendre compte à l'échelle mondiale des aspects complexes de l'enfant et des enfances et des contextes culturels dans lesquels les enfants vivent et grandissent ?

**AD:** Selon mon souvenir, notre prudence à l'égard de la complexité est issue de notre réflexion sur les défis à surmonter par des systèmes nationaux d'indicateurs pour fournir les données nécessaires au renseignement d'indicateurs plus complexes, plus subtils. Le coût est également un facteur – surtout dans les pays du sud. Par conséquent, si nous sommes d'accord qu'il faut aller plus loin que le simple accès aux services pour aborder la mesure de la qualité et des contextes d'apprentissage, des études dédiées et régulières seraient nécessaires pour générer les données nécessaires au renseignement d'indicateurs de qualité. C'est souhaitable, bien sûr, mais la faisabilité est tout de même un aspect important. La solution serait de trouver un indicateur simple de la qualité ou d'une autre variable de ce type que l'on peut mesurer selon une périodicité régulière. Ce serait difficile, c'est le moins que l'on puisse en dire.

**EA:** Pour rebondir sur votre réponse à cette dernière question, compte tenu du pouvoir actuel des indicateurs internationaux – et la certitude qu'ils ne risquent pas de disparaître dans un proche avenir, comment contrer l'hégémonie du concept *toujours plus de données* afin de recueillir *plus de bonnes données* (c'est-à-dire celles qui traduisent mieux la complexité) ? Ou bien, à l'échelle mondiale, où la comparaison entre pays est l'objectif, peut-on dire qu'une telle ambition est irréaliste ?

**AD:** Une démarche possible serait de réaliser des études qualitatives auprès d'enfants et d'adultes afin d'illustrer ces aspects complexes. Je crois que ce serait possible sur une base inter-pays en exploitant des travaux qualitatifs. Le projet « Young Lives » à Oxford qui conduit des études de cohorte au Pérou, au Viêt-Nam, en Éthiopie et en Inde en offre un très bon exemple. Je ne pense pas que ce genre de programme risque de progresser à l'échelle mondiale, mais il est important d'y réfléchir au niveau du pays individuel. L'un des avantages est qu'il permet de mettre en lumière les écarts au sein du pays, dont ceux qui sont liés aux inégalités. Certains des travaux que j'ai réalisés précédemment pour l'UNICEF sont pertinents dans ce contexte. Ils sont disponibles sous la forme de 2 rapports - Phase 1 & 2<sup>1</sup> et Phase 3<sup>2</sup> (voir l'encadré à la page 20 pour les références et liens Internet).

**EA:** Sous prétexte de mesurer le développement de l'enfant, de nombreuses enquêtes mondiales interrogent ceux qui sont responsables des enfants sur leurs pratiques, questions qui semblent pré- ou re-légitimer les pratiques d'éducation de l'enfant qui sont normalisées dans les pays du monde minoritaire. Des questions qui dénigrent la prise en charge des enfants par la fratrie ou qui contiennent des suppositions sur les liens de causalité entre le développement cognitif et la lecture d'albums d'images, par exemple, semblent préjuger du degré de réussite de nombreux pays/cultures/communautés. *Monitoring Child Well-Being* contient une formulation qui m'a frappée particulièrement :

*L'association entre style de parentalité et développement cognitif est différente d'une culture à l'autre, et elle est probablement liée aussi à différents objectifs dans le processus de socialisation... Il est nécessaire de choisir les indicateurs avec soin afin d'éviter de culpabiliser des pratiques approuvées sur le plan culturel. (p. 177)*

Quels exemples vous viennent à l'esprit dans ce contexte ? Qu'avez-vous fait de différent dans *Monitoring Child Well-Being* pour résoudre ce problème ? Avez-vous des exemples d'indicateurs dans votre cadre de suivi que l'on pourrait considérer comme « approuvés sur le plan culturel » ?

**AD:** Jetez un coup d'œil aux rapports que j'ai cités car je crois qu'ils contiennent des détails spécifiques. Je suis tout à fait d'accord que les exemples que vous citez renforcent une vision minoritaire. On rencontre des problèmes similaires lorsque les enfants des pays du sud ou vivant dans la pauvreté sont considérés comme souffrant d'une « insuffisance de stimulation ». Cela est évident dans la collection du *Lancet* de 2007. À notre avis la stimulation n'est pas « insuffisante » mais plutôt « différente ». Et bien sûr, il est souvent le cas que cette « différence » de stimulation ne dote pas l'enfant des bons outils pour une scolarisation riche en supports écrits. Mais c'est un autre débat.

**EA:** Dans d'autres travaux antérieurs, par exemple Dawes et collègues (2004), vous explorez les défis posés par « le développement d'un ensemble de normes qui sont adaptées sur le plan culturel mais suffisamment larges pour capturer les capacités dont l'enfant a besoin pour profiter des opportunités d'apprentissage présentées par leur monde local ou élargi (l'école) dans le contexte sud-africain, avec sa diversité culturelle et économique. » Pensez-vous que *Monitoring Child Well-Being* a su capturer certaines de ces « capacités » ?

**AD:** Pour une réponse à cette question, regardez de plus près le chapitre 9 de *Monitoring Child Well-Being*, où l'on tente d'appréhender cet enjeu. C'est peut-être le chapitre qui traite le plus pertinemment du fait que les systèmes d'indicateurs nationaux dans les pays du sud doivent être particulièrement sensibles au rôle des supports contextuels du bien-être au niveau familial.

**EA:** Quelles sont les différences les plus importantes entre *Monitoring Child Well-Being* et les systèmes d'indicateurs internationaux ? Quelles sont les leçons dans *Monitoring Child Well-Being* pour les autres pays en ASS qui souhaitent développer des politiques sur le bien-être de l'enfant, ainsi que les modalités de suivi et d'évaluation qui les accompagnent ?

**AD:** C'est une question complexe, bien sûr. Je connais mieux l'Afrique que les autres régions du monde, et sur ce continent les ressources nécessaires aux systèmes d'indicateurs sophistiqués pour le suivi de l'enfant n'existent tout simplement pas. Il est donc impératif de prioriser ce qu'on veut mesurer, et ces

priorités doivent être choisies dans une perspective d'action. Elles doivent également être mesurables, et mesurables sur une base régulière à coût réduit – vous diriez donc que mon approche est minimaliste. Réussir quelques indicateurs clés de la situation de l'enfance – les paramètres usuels mais allant au-delà – et, le plus important, les modalités de mesure d'éléments clés du contexte de l'enfant aptes à favoriser ou à compromettre son développement. Cela inclut la mesure de l'accessibilité de services tels que l'eau ou l'assainissement. L'incorporation de questions clés dans le recensement national est une méthode peu onéreuse pour obtenir des informations sur une série d'enjeux centraux. Pour aller encore au-delà, il y a les enquêtes customisées – mais elles sont très coûteuses et un financement extérieur serait probablement nécessaire.

**EA:** Pour que nos lecteurs soient complètement à jour – quels sont les impacts de *Monitoring Child Well-Being* sur la politique sud-africaine sur la petite enfance ?

**AD:** On dit que la relation entre la recherche et la politique ressemble à l'eau qui goutte sur une roche calcaire. Vous ne savez jamais quels chemins l'eau va éroder ni le temps qu'il lui faudra pour opérer des changements. Dans notre cas, le modèle a eu assez rapidement un impact sur la politique d'une de nos provinces – le Cap-Occidental. Au moment où nous terminions notre grand ouvrage, il nous a été demandé de développer des indicateurs pour le gouvernement provincial du Cap-Occidental. Un rapport de synthèse de ce projet est disponible<sup>3</sup>. En 2009, le cadre de suivi a été utilisé pour créer un ensemble d'indicateurs exploité par Malibongwe Gwele, Linda Biersteker et moi-même pour évaluer le degré de réalisation des droits de l'enfants en Afrique du sud pour le compte de l'Alliance for Children's Entitlement to Social Security (ACCESS) [Alliance pour le droit des enfants à la sécurité sociale]. ACCESS DPE Scorecard<sup>4</sup> [le bilan du DPE de l'ACCESS] est disponible sur le site Internet de Bernard van Leer. Nous avons assuré pas mal de formations sur le modèle un peu partout dans le pays, mais les retombées en ont été très limitées. Nous avons également envoyé des exemplaires du livre à l'UNICEF (et au siège) et à l'Office on the Rights of the Child en Afrique du sud – c'était à l'époque l'administration chargée du suivi des droits et du bien-être de l'enfant. Des années après cet envoi, le gouvernement national m'a demandé en 2012 d'aider à élaborer un ensemble national d'indicateurs pour le suivi des droits de l'enfant<sup>5</sup>. Nous avons utilisé le modèle développé pour le livre dans le cadre de cette mission et les indicateurs ont été adoptés. Reste à savoir ce que l'on en fera.

Rapports :

<sup>1</sup> Dawes, A., Bray, R., Kvalsvig, J., Rama, S. & Richter, L. (2004). *Indicators of children's psychosocial development in the early childhood*. Phases 1 & 2 Rapport pour UNICEF. Le Cap: Human Sciences Research Council. Disponible à : <http://www.hsrc.ac.za/en/research-outputs/view/1258>

<sup>2</sup> Dawes, A., Bray, R., Kvalsvig, J., Rama, S. & Richter, L. (2004). *Indicators of children's psychosocial development in the early childhood*. Phase 3 Rapport pour UNICEF. Le Cap: Human Sciences Research Council. Disponible à : <http://www.hsrc.ac.za/en/research-outputs/view/1783+&cd=1&hl=en&ct=clnk&gl=ca>

<sup>3</sup> Dawes, A., Biersteker, L., Louw, L. (2006). *Indicators for early childhood development: Executive summary*. Rapport pour le Research Directorate Department of Social Services & Poverty Alleviation du gouvernement provincial du Cap-Occidental. Disponible à : <http://www.hsrc.ac.za/en/research-data/view/2408>

<sup>4</sup> Gwele, M., Biersteker, L., & Dawes, A. (2009). *ECD Scorecard*. Disponible à : [http://www.bernardvanleer.org/files/ACCESS\\_ECD\\_Score\\_Card.pdf](http://www.bernardvanleer.org/files/ACCESS_ECD_Score_Card.pdf)

<sup>5</sup> Département des femmes, enfants et handicapés. (2013). *Strategy for monitoring children's rights and wellbeing in South Africa*. Le Cap: République d'Afrique du sud.

## Références bibliographiques

- Arojjo, S. & Nyonyintono, R. (2009). Perspectives and approaches in African childhood research. In M. King, R. September, M. Okatcha, & C. Cardoso (Eds.), *Child research in Africa* (pp. 25-52). Dakar : Council for the Development of Social Science Research in Africa (CODESRIA) & Childwatch International.
- Bernard van Leer Foundation (BvLF). (1994). *Building on people's strengths : Early childhood in Africa*. La Haie: BvLF.
- Dawes, A., Bray, R. & van der Merwe, A. (Eds.). (2007). *Monitoring child well-being : A South African rights-based approach*. Le Cap : HSRC.
- Ebrahim, H. (2012). Tensions in incorporating global childhood with early childhood programs : The case of South Africa. *Australasian Journal of Early Childhood*, 37(3), 80-86.
- Ebrahim, H. (2013). The role of play in fostering a creative culture : A South African perspective. In D. Guantlett & B. St. Jerne (Eds.), *Cultures of creativities* (pp. 20-23). The Lego Foundation. Retrieved from <http://www.legofoundation.com/en-us/research/research-articles/>
- Edwards, C. P. (1975). Societal complexity and moral development : A Kenya study. *Ethos*, 3, 505-527.
- Ember, C. R. (1973). Feminine task assignment and the social behavior of boys. *Ethos*, 1, 424-439.
- Engle, P. L., *et al.* (2007). Strategies to avoid the loss of developmental potential in more than 200 million children in the developing world. *The Lancet*, 369, 229-242.
- Engle, P. L., *et al.* (2011). Strategies for reducing inequalities and improving developmental outcomes for young children in low-income and middle-income countries. *The Lancet*, 378, 1339-53.
- Garcia, M., Pence, A. & Evans, J. (2008). *Africa's future, Africa's challenge : Early childhood care and development in Sub-Saharan Africa*. Washington, DC : Banque mondiale.
- Grantham-McGregor, S., Cheung, Y. B., Cueto, S., Glewwe, P., Richter, L., & Strupp, B. (2007). Developmental potential in the first 5 years for children in developing countries. *The Lancet*, 369, 60-70.
- Harkness, S. (1977). Aspects of social environment and first language acquisition in rural Africa. In C. E. Snow & C. A. Ferguson (Eds.), *Talking to children : Language input and acquisition* (pp. 309-356). New York : Cambridge University Press.
- Henderson, P. (2002). *Annotated bibliography on childhood, with emphasis on Africa : Outline, general findings, and research recommendations*. Dakar : CODESRIA.
- Human Development Resource Centre (HDRC). (2010). *Vision*. HDRC. Retrieved from [thehdrc.org/openaccess.html](http://thehdrc.org/openaccess.html)
- Hyde, A. & Kabiru, M. (2006). *Early childhood development as an important strategy to improve learning outcomes*. Paris : ADEA.
- James, M. & Ebrahim, H. (2012). Pedagogic activities for early education in a child to child programme in South Africa. In T. Papatheodorou & J. Moyles (Eds.), *Cross cultural perspectives on early childhood* (pp. 70-89). London : Routledge.
- King, M., September, R., Okarache, F., & Cardoso, C. (Eds.). (2009). *Child research in Africa. Rapport développé à partir du rapport de l'African Child Research Network Initiative sur le colloque des 21 et 22 novembre 2006, à Dakar, Sénégal*. Council for the Development of Social Science Research in Africa (CODESRIA) and Childwatch International. Dakar : CODESRIA.

Koech, B. (2009). Consultancy services on research and studies on children matters. Rapport final non publié soumis au National Council for Children's Services, Nairobi, Kenya.

Koech, B. (2011). Making a difference in children's lives : The role of research in advocacy, policy formation and development of quality programmes. In Christian Perspectives and Research on Child Development in the African Context (pp. 15-36), Our Children, Our Being Child Development Symposium, 9-11 novembre, 2011, Daystar University, Nairobi, Kenya.

Koech, B., *et al.* (2008). National Council for Children's Services : Research abstracts for the consultancy services on research and studies in children matters. Nairobi, Kenya. Trouvé à : [http://ecdvu.org/Africa\\_Pubs.php](http://ecdvu.org/Africa_Pubs.php)

Marfo, K., Pence, A., LeVine, R., & LeVine, S. (2011). Strengthening Africa's contributions to child development research : Overview and ways forward. *Child Development Perspectives*, 5(2), 104-111.

Mweru, M., & N'gasike, J. (2009). Mechanism and priorities in child research funding in sub-Saharan Africa. In M. King, R. September, M. Okatcha, & C. Cardoso (Eds.), *Child research in Africa* (pp. 53-78). Dakar : Council for the Development of Social Science Research in Africa (CODESRIA) & Childwatch International.

Nagasawa, M., & Swadener, B. (2013). Glocalization, neoliberal policies, and early childhood in Kenya and Indigenous communities in the United States. *He Kupa : The Word*, 3(2), 43-57.

Nsamenang, A. B. (2007). A critical peek at early childhood care and education in Africa. *Child Health and Education*, 1(1), 14-26.

Nsamenang, A. B. (2008a). (Mis)Understanding ECD in Africa : The force of local and imposed motives. In M. Garcia, A. Pence, & J. Evans (Eds.), *Africa's future, Africa's challenge : Early childhood care and development in Sub-Saharan Africa* (pp. 135-249). Washington, DC : Banque mondiale.

Nsamenang, A. B. (2008b). Agency in early childhood learning and development in Cameroon. *Contemporary Issues in Early Childhood Development*, 9(3), 211-223.

Nsamenang, A. B. (2009). Cultures of early childhood care and education. In M. Fleer, M. Hedegaard, & J. Tudge (Eds.), *World Yearbook of Education 2009 : Childhood studies and the impact of globalization : Policies and practices at global and local levels* (pp. 23-45). New York : Routledge.

Nsamenang, A. B. (2010). Childhood within Africa's triple heritage. In G. Cannella & L. Soto (Eds), *Childhoods : A handbook* (pp. 39-54). New York : Peter Lang.

Nsamenang, A. B. & Tchombe, T. (2011). *Handbook of African educational theories and practices : A generative teacher education curriculum*. Bamenda, Cameroun : HDRC.

Ntarangwi, M. (2014). *Children and youth in Africa : Annotated bibliography*. Dakar, Sénégal : CODESRIA.

Nwaba, K. (2009). Institutional analysis of child research in sub-Saharan Africa. In M. King, R. September, M. Okatcha, & C. Cardoso (Eds.), *Child research in Africa* (pp. 79-97). Dakar : Council for the Development of Social Science Research in Africa (CODESRIA) & Childwatch International.

Okwany, A., Elizabeth Ngutuku, and Arthur Muchangi. (2011). *The role of local knowledge and culture in child care in Africa : A sociological study of several ethnic groups in Kenya and Uganda*. Lewiston, NY : Edwin Mellen Press.

Otaala, B. (1994). *Child-to-child in southern Namibia : New initiatives*. Windhoek : Frewer's Printers.

Pence, A., & Hix-Small, H. (2007). Global children in the shadow of the global child. *International Journal of Educational Policy, Research and Practice*, 8(1), 83-100.



- Pence, A. & Nsamenang, A. B. (2008). *A case for early childhood development in sub-Saharan Africa*. La Haie : BvLF.
- Prochner, L., & Kabiru, M. (2008). Early childhood development in Africa : A historical perspective. In M. Garcia, A. Pence, & J. Evans (Eds.), *Africa's future, Africa's challenge : Early childhood care and development in Sub-Saharan Africa* (pp. 117-133). Washington : Banque mondiale.
- Richter, L., *et al.* (2012). *Diagnostic review of early childhood development*. Le Cap : Gouvernement de la République d’Afrique du sud.
- Serpell, R. (2008). Participatory appropriation and the cultivation of nurturance : A case study of African primary health science curriculum development. In P.R.Dasen & A.Akkari (Eds.), *Educational theories and practices from the majority world* (pp. 71-97). New Delhi, Inde : Sage.
- Serpell, R. (2011). Peer group cooperation as a resource for promoting socially responsible intelligence : Kugwirizana ndi anzache. In A. B. Nsamenang and T. M. Tchombe (Eds.), *African educational theories and practices : A generative teacher education handbook* (pp. 195- 204). Bamenda, Cameroon : Human Development Resource Centre.
- Serpell, R. & Nsamenang, A.B. (2014). Locally relevant and quality ECCE programmes : implications of research on indigenous African child development and socialization. *Early Childhood Care and Education Working Papers Series, 3*. Paris : UNESCO.
- Super, C. (1976). Environmental effects on motor development : The case of ‘African infant precocity.’ *Developmental Medicine & Child Neurology, 18*, 561-567.
- Super, C., Harkness, S., Barry, O., & Zeitlin, M. (2011). Think locally, act globally : Contributions of African research to child development. *Child Development Perspectives, 5*(2), 119-125.
- Tronick, E. Z., Morelli, G., & Winn, S. (1987). Multiple caretaking of Efe (Pygmy) infants. *American Anthropologist, 89*, 96–106.
- Weisner, T., & Gallimore, R. (1977). My brother’s keeper : Child and sibling caretaking. *Current Anthropology, 18*, 169–190.
- Zimba, R. (2002). Indigenous conceptions of childhood development and social realities in southern Africa. In H Keller, Y Poortinga, & A. Schölmerich (Eds.), *Between culture and biology : Perspectives on ontogenetic development* (pp. 89-115). Cambridge, UK : Cambridge University Press.

---

<sup>i i</sup> Les critères de la revue de 2011 : “Toutes les études incluses dans la revue devaient bénéficier soit d’une conception au niveau individuel ou groupe de type aléatoire contrôlé, soit d’une conception de type analyse de cohorte, définie comme une conception d’étude d’observation dans laquelle les groupes sont assemblés selon l’absence ou la présence d’exposition à l’intervention considérée et où les groupes de l’étude peuvent être non-équivalents ou non comparables par rapport à une autre caractéristique quelconque qui impacte le résultat » (Engle *et al.*, 2011, p. 1340).

<sup>ii</sup> Pour d’autres publications et présentations traitant des travaux enfant-à-enfant en Zambie, voir Serpell & Nsamemang (2014).